

La France européenne

Le Monde, 9 mai 2005

L'EUROPE passionne la France, et la France passionne l'Europe. Que l'on salue le fait que les Français débattent avec ardeur pour tous les Européens " privés » de référendum (Allemands et Italiens notamment) ou que l'on s'exaspère de la complaisance de notre pays pour son exceptionnalisme, le fait est là : la France est devenue, pour un temps, le centre de l'Europe réunifiée, et l'Europe est devenue le coeur de la conversation française.

Mais nos voisins et partenaires - et certains commentateurs nationaux - se tromperaient lourdement s'ils pensaient que la France ingrate et grognon leur tournait le dos au nom de son complexe de supériorité. Au contraire : les Français ont tellement besoin d'Europe qu'ils souhaiteraient que son élaboration participe bien davantage à la résolution de leurs problèmes. C'est qu'une part importante des Français souffre et que la France doute. Comment, en effet, un pays qui se perçoit concrètement et symboliquement en mal d'avenir pourrait-il envisager de ne point débattre passionnément d'une question d'avenir : l'intégration européenne ?

La véritable question est donc celle de l'état de la France, et, à cet égard, force est de reconnaître que nous avons nous-mêmes oublié notre révolte devant l'inacceptable - le chômage de masse -, comme si une actualité permanente depuis deux décennies n'était plus... d'actualité. En un sens, les Français débattent par procuration pour les autres citoyens européens dont le pays est caractérisé par un chômage élevé.

C'est dans cette lente érosion de notre capacité d'indignation que réside le plus grand danger, le plus mauvais coup porté aux générations futures. Nous savons pourtant, pour l'avoir douloureusement appris lors d'épisodes historiques de sinistre mémoire, que le chômage est le mal le plus périlleux qu'une société puisse affronter en temps de paix. Il suffit d'établir l'inventaire de ses effets néfastes pour nous en convaincre à nouveau.

Des études répétées ont montré que le chômage et sa pénombre touchaient près d'un quart de la population active française, qu'il en était ainsi depuis longtemps - deux décennies - et que les rares périodes de retour de la croissance en Europe avaient été trop brèves pour infléchir significativement cette proportion.

Or le chômage de masse durable agit comme un trou noir en expansion au sein de nos systèmes sociaux en avalant toutes les logiques d'intégration. Il existe une relation bien documentée entre le niveau et la durée du chômage : plus ce dernier est élevé et plus le nombre des chômeurs de longue durée est important. Rester trop longtemps à l'écart du marché du travail produit ce que Robert Castel a appelé la " désaffiliation », à la fois sentiment d'éloignement social et état de relégation civique.

Pareillement, les difficultés d'intégration sociale des jeunes croissent plus que proportionnellement avec le niveau du chômage. Il n'est pas étonnant que ce dernier soit particulièrement élevé parmi les jeunes adultes - son taux est à peu près le double de celui de l'ensemble de la population. Mais cette déplaisante arithmétique ne nous renseigne que très partiellement sur les mutations qualitatives qu'elle engendre.

Ainsi, les règles du jeu social se faussent sous l'effet du sous-emploi. L'insertion va dépendre des conditions initiales, c'est-à-dire du patrimoine, de l'importance du réseau de relations sociales des parents ou des proches, de la réputation des établissements fréquentés et des diplômes acquis, parfois du quartier de résidence. Or ces divers éléments sont le plus fréquemment corrélés, ce qui laisse au total bien peu de chances à ceux qui n'en sont pas pourvus.

La précarisation de l'insertion des jeunes munis de diplômes de moindre réputation l'atteste abondamment : de stages en stages - pour les plus chanceux, car il n'est pas donné à tout le monde d'en trouver un ou de pouvoir en faire un lorsque celui-ci n'est pas rémunéré - ils parviennent parfois à arracher un contrat... à durée déterminée. Les " galères » que vivent tant de jeunes portent témoignage du " cynisme objectif » qu'a nourri le chômage de masse au sein de la société. Elles expliquent aussi le scepticisme croissant que les jeunes développent à l'endroit du système d'éducation et la confiance réduite qu'ils placent dans les entreprises et le système économique en général.

Mais la persistance du chômage érige également de nouvelles frontières qui, pour être invisibles, n'en sont pas moins réelles. Un déséquilibre social de cette ampleur a ainsi nécessairement une inscription spatiale. Les gens vivent quelque part, et la raréfaction de leurs ressources, que les difficultés d'emploi suscitent, limite la palette des territoires qu'ils peuvent habiter. La ségrégation urbaine, et plus généralement territoriale, trouve là l'une de ses origines et dynamiques principales.

TRIPLE RÉUNIFICATION

Enfin, et surtout peut-être, la persistance du chômage de masse accroît l'intensité des discriminations et réduit l'égalité des chances. Le mécanisme à l'oeuvre est celui de la " discrimination statistique » identifié par les économistes Arrow et Phelps au début des années 1960. Il ne repose pas sur l'existence de préjugés racistes ou religieux dans la société, mais sur la diffusion et la cristallisation sociale de croyances sur les caractéristiques supposées de telle ou telle population. Les " vieux » (plus de 45 ans ?) sont par exemple supposés peu productifs ou incapables d'adaptation, les femmes seraient trop préoccupées par leur équilibre familial, telle communauté par nature peu ponctuelle, telle autre peu dynamique, etc.

Dans ce contexte, il faut se représenter les chômeurs comme formant diverses files d'attente aux différents portails de l'entreprise ou du secteur public (par métier, par qualification), ordonnées selon les critères de la discrimination statistique.

Certaines populations se trouveront systématiquement reléguées dans la file d'attente, et la probabilité d'être embauchées sera d'autant plus faible pour elles que la file d'attente est longue, c'est-à-dire que le taux de chômage est élevé. Le chômage de longue durée va ainsi injustement peser de façon disproportionnée sur certaines catégories de la population, généralement les plus fragiles.

Il en serait différemment en situation de plein-emploi, car le besoin des entreprises conduirait à embaucher, si ce n'est toute la file d'attente, du moins une fraction beaucoup plus importante. En ce cas, chacun aurait sa chance de démontrer ses qualités réelles et de contredire les présupposés sociaux à son encontre. Aussi, de façon inéluctable, le chômage de masse fige-t-il l'état des discriminations en même temps que les sentiments d'injustice et de frustration de ceux qui en sont les victimes récurrentes.

Alors ? Peut-on raisonnablement continuer de laisser le sous-emploi ronger toutes les espérances et aggraver la fragmentation sociale ? D'où vient cet étonnement collectif devant les correspondances entre l'économie, le social et le politique que les consultations électorales ne font que révéler ? Celles-ci reflètent simplement l'urgence d'une triple réunification française : une réunification dans l'espace physique (la lutte contre la ségrégation urbaine) ; une réunification dans l'espace social (l'intégration par le travail) ; une réunification dans le temps, entre les jeunes et l'avenir.

Nos pays ont associé leur destin dans l'Union européenne pour mieux résoudre leurs problèmes, pas pour être renvoyés à leurs difficultés nationales, car ils ont compris l'étroite imbrication entre politiques européennes et nationales. La promesse essentielle que les citoyens associent aujourd'hui à la construction européenne n'est plus la paix, c'est la prospérité. La délibération actuelle doit porter sur les moyens de mieux la tenir.